

agriculture et environnement

repères dans le paysage agricole français

L'Assemblée Nationale a, courant octobre 90, débattu de la situation de l'agriculture française. Plus encore qu'à d'autres moments, les déclarations ont alors fleuri sur les rapports entre agriculture et environnement.

L'épuisement d'un modèle hégémonique et la transformation radicale d'un certain nombre d'équilibres sociaux, politiques et médiatiques conduisent à une mutation accélérée des références, des valeurs et des projets qui ne se fait ni sans déchirement, ni sans désordres.

«L'environnement est l'affaire de tous et (...) il y a nécessité de dialogue pour mieux préparer l'avenir. Notre volonté est de rechercher ensemble des voies nouvelles dans un domaine qui interpelle fortement l'agriculture. (...) Pour la profession agricole, plus encore que pour les autres secteurs d'activités, l'environnement est à la fois un enjeu et un atout» disait le Président Cormorèche, en clôturant la journée de l'APCA (Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture) du 8 novembre dernier.

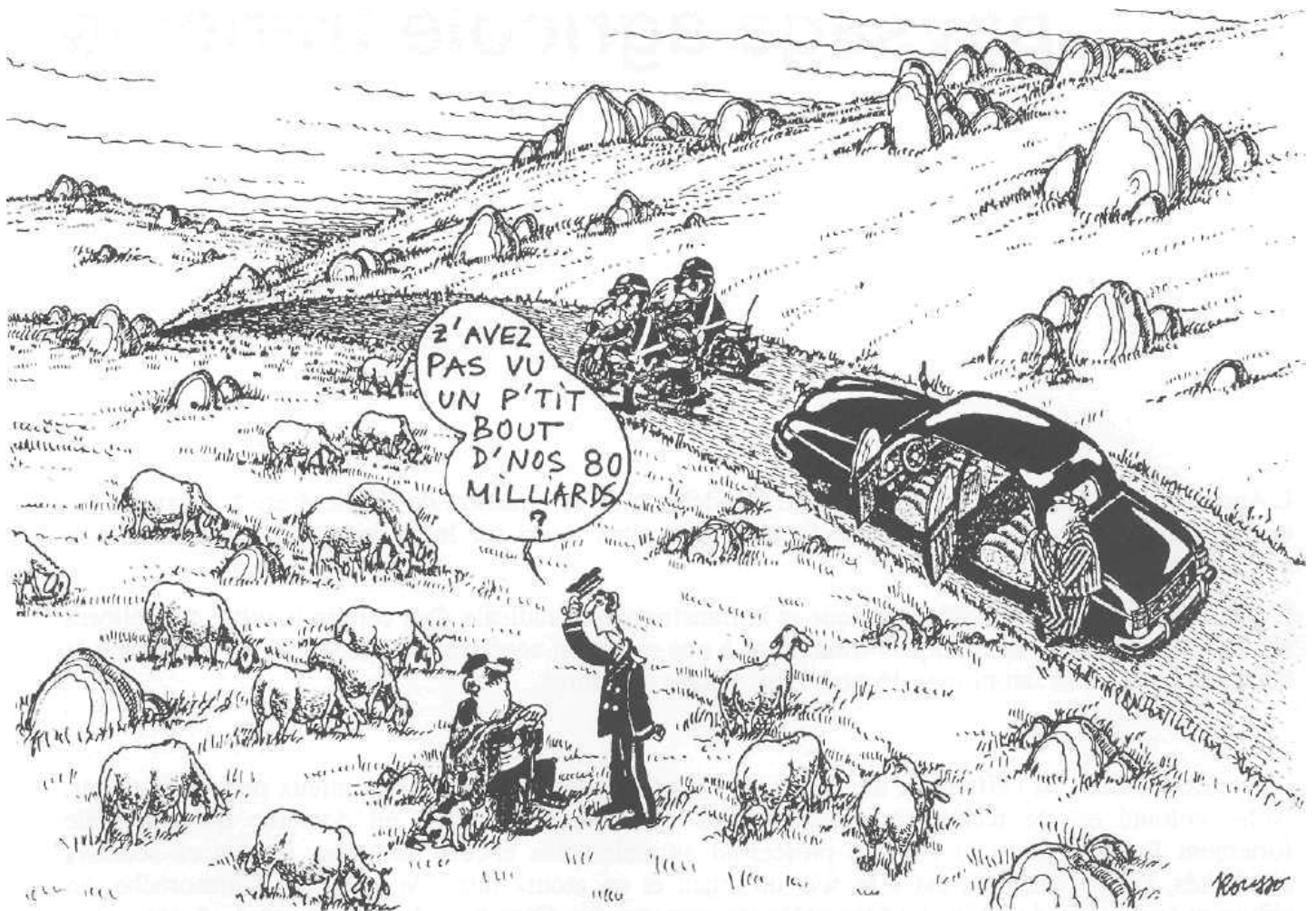
Les positions ne sont plus figées, et si les avenir sont encore flous, le débat est maintenant largement ouvert. Il est aussi parfois vif.

Les deux extraits (*) et l'article (*Le Monde* du 15 sept. 1990) qui suivent en sont la preuve.

(*) tirés -on voudra bien excuser notre arbitraire...- d'Entretiens avec Guy LEFUR, porte-parole de la Confédération paysanne; propos recueillis par Eric FOTTORINO, *Le Monde* du 11 oct. 1990.

«Qu'attendez-vous du débat parlementaire qui s'engage sur l'agriculture?»

- Deux hypothèses sont offertes. Soit on continue à «faire joujou» avec l'agriculture et son devenir en débattant sur la base idéologique de chaque groupe. Soit on fixe un cadre et une mission à l'agriculture de l'an 2000. Les grandes lois d'orientation ont trente ans. En l'espace d'une génération, l'agriculture s'est modifiée plus qu'au cours des deux siècles précédents. De nouveaux problèmes ont surgi, la qualité des produits, la préservation de l'environnement, l'occupation du territoire. Je souhaite qu'on mette à plat la destination des 80 milliards de francs d'aides publiques versées à l'agriculture. Il faut un audit de la compétitivité des modèles. Actuellement, l'agriculture dite la plus compétitive est celle qui récupère le plus de fonds publics!



«Quelles missions assignez-vous à l'agriculture dans la société française?»

-Si les tendances actuelles se poursuivent, avec une agriculture contenue dans sa mission de production, il n'y aura plus que 200 000 paysans à la fin du siècle. Aussi devons-nous redéfinir le rôle de l'agriculteur comme producteur de quantité et de qualité, comme protecteur de l'environnement et acteur indispensable d'un milieu rural vivant. Pour cela, il faut un contrat social entre les paysans, les collectivités territoriales et l'Etat, un contrat qui crée des droits et des obligations pour chaque partie. Dans un tel scénario, 800 000 agriculteurs seront nécessaires. Pour réussir, plusieurs conditions sont requises:

- *Un partage des droits à produire et des moyens de production entre les hommes et les régions, car nous voulons conserver une mission de production à tous les agriculteurs.*

- *Il faut établir un prix garanti pour rémunérer les exploitants, mais ce prix doit être plafonné par actif. On ne doit plus seulement raisonner en volumes mais en valorisation des potentiels agronomiques des sols,*

- *En contrepartie, l'agriculteur s'engagera à fournir des produits alimentaires de qualité en suffisance, à adopter des pratiques préservant l'environnement, à entretenir l'espace pour le rendre accueillant. Tout cela peut correspondre aux aspirations des citoyens et de la société.*

Agriculture

Culs-terreux folkloriques

par Jean-Luc Vadakarn

VINGT ans d'action syndicale. Vingt ans de courbettes et de reculades. Deux de nos présidents promus ministres, picorant dans la main du pouvoir. Aujourd'hui, s'ils sont débordés par leur base, c'est que les syndicats agricoles n'ont plus aucune crédibilité aux yeux des plus désarmés.

En Vendée, l'expulsion des agriculteurs qui occupaient la préfecture s'est faite avec la bénédiction des délégués syndicaux. Ceux-ci ayant appris que des forces de police faisaient mouvement vers la préfecture, n'alertaient pas leurs adhérents pour autant. Une fois la ferme improvisée démontée, au grand soulagement des autorités, il ne reste plus à l'agriculteur qu'à bloquer les routes, ce qui le déconsidère un peu plus aux yeux de la population et ne gêne en rien la grande braderie de notre agriculture nationale. On nous savait pollueurs, assistés par « la mansuétude des pouvoirs publics qui nous ont accordé des milliards » (dixit M. le préfet du Finistère), nous voilà sadiques et terroristes, coupés d'une population qui nous ignore, pour laquelle nous ne sommes que des culs-terreux folkloriques.

Dans les cinq ans qui viennent, la moitié des exploitations va disparaître. Les dépôts de bilan, saisies, suicides, l'ANPE, le RMI ou les petits boulots nous attendent. Dans l'indifférence générale.

La France est le parc de loisirs de l'Europe. L'Aquitaine est anglaise. Ailleurs, Allemands, Danois, Hollandais rachètent terres et maisons au prix fort. Dans les villages, nos voisins se plaignent des odeurs d'ensilage et des bouses sur la route. Quand il ne brûle pas en été, notre bois part pour l'Italie, nos tomates viennent d'Espagne, nos agneaux d'Angleterre, le bœuf d'Allemagne, et la Hollande est l'autre pays du fromage. Qui sommes-nous pour barrer les routes ? Et quel poids électoral avons-nous ? Plus aucun, et, à la manière du Candide de Voltaire, je dirai : « Cultivez votre jardin ! » La France n'a plus besoin de vous.

► Jean-Luc Vadakarn est éleveur au Girouard (Vendée).

